

La FCFA y était!



RAPPORT ANNUEL 2015-2016



Mot de la présidente **Nous étions là en 2015-2016 ; nous y serons en 2016-2017 !**

Démarrée en lion dans un bouillonnement pré-électoral, 2015 a fait vivre aux Canadiens et aux Canadiennes des émotions de toutes sortes jusqu'au jour du vote en octobre.

Tout au long d'une campagne d'une longueur inégalée, la FCFA était là, martelant ses messages aux partis politiques, comme elle avait été là avant le déclenchement des élections, multipliant les appels aux élus pour qu'ils prennent parti en faveur du plein respect de la *Loi sur les langues officielles*. Après le 19 octobre, elle était encore là, continuant ce travail inlassable qui consiste à promouvoir la valeur intrinsèque de nos communautés francophones auprès de l'ensemble de la société canadienne.

Nous étions là, à la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne, pour souligner 400 ans de présence française en Ontario et faire un parallèle entre les batailles menées par Samuel de Champlain pour convaincre son gouvernement de la valeur de ce qui allait devenir le Canada, et les plaidoyers que nous faisons encore aujourd'hui pour favoriser l'immigration francophone.

Nous étions là, à la Journée de réflexion sur l'immigration francophone en mars 2016, pour parler au ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté de l'importance de rétablir

le programme Avantage significatif francophone (ASF), et nous étions là trois semaines plus tard pour saluer la création du nouveau volet Mobilité francophone.

Nous étions là avec les citoyens francophones qui ont utilisé le mot-clic #nouscomptons pour exprimer leur déception face à un débat des chefs silencieux tant sur notre existence que sur nos enjeux. Nous étions là, devant le comité permanent du Patrimoine canadien, pour rappeler le rôle primordial et essentiel de nos journaux et de nos radios communautaires francophones dans un contexte d'érosion marquée des médias locaux.

Nous étions là lors d'un véritable marathon de rencontres et de comparutions devant des comités parlementaires, où nous avons expliqué nos enjeux, proposé des solutions pragmatiques, préconisé des actions concrètes. Nous étions là, aux côtés de nos organismes membres, travaillant dans un esprit d'équipe et de collaboration, afin que nos actions se transforment en gains concrets pour les citoyens.

Célébrant en 2015-2016 ses 40 ans d'action, la FCFA s'est donnée de tout cœur à son mandat afin que rayonne la francophonie partout au pays. Et dans la prochaine année, celle où le Canada célébrera le 150^e anniversaire de la Confédération, la FCFA sera encore là, active, dynamique, pertinente, passionnée, pour inscrire dans la conscience collective canadienne la contribution de communautés en plein essor et fières de s'afficher en français.


Sylviane Lanthier

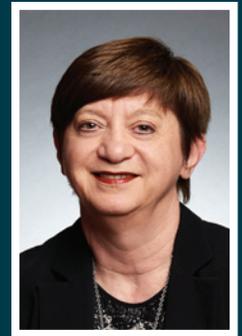
Mot de la directrice générale **Engager, mobiliser, consolider**

Être là, comme nous l'avons si bien été en 2015-2016, c'est déployer l'ensemble de nos forces pour occuper chaque parcelle du terrain et ainsi faire une différence. Nous avons un impact lorsque nous agissons ensemble et que nous faisons front commun, du national au provincial/territorial au local.

À cet égard, la FCFA a consacré beaucoup d'efforts, cette année, à favoriser une mobilisation sans précédent de son réseau autour d'enjeux capitaux pour la francophonie. Lors de la campagne électorale, nous avons livré ensemble des messages forts visant la reconnaissance de la spécificité des communautés, un engagement des partis envers un développement par et pour nos collectivités et des mesures concrètes pour le respect de la *Loi sur les langues officielles*. En amont, nous nous sommes mobilisés auprès des décideurs politiques et gouvernementaux. Nous avons été entendus en grande partie parce que nous avons pris soin de nous outiller les uns les autres et d'étayer nos interventions.

Ensemble, nous avons travaillé à bâtir nos capacités d'agir dans une relation d'interdépendance qui donne des résultats. En immigration francophone, nous avons adopté un cadre de collaboration et de communication qui clarifie les rôles et les responsabilités de chacun. Maintes et maintes fois cette année, la Fédération a multiplié les efforts pour réunir, rassembler, concerter. Je pense à notre travail auprès de la Table nationale en éducation, ainsi qu'à notre appui à la mise en œuvre d'un consortium pour gérer l'Initiative de partenariat social de la *Feuille de route pour les langues officielles*.

Et que dire du Forum des leaders, qui a consacré l'année à dresser le bilan d'une décennie de mise en œuvre du *Plan stratégique communautaire* et à jeter les bases des prochaines étapes du développement de nos communautés ? Alors que s'amorcent les consultations en vue du prochain plan d'action gouvernemental en matière de langues officielles, la capacité de collaboration que nous avons bâtie ensemble au Forum sera déterminante.



Cette capacité d'action concertée est aussi la pierre angulaire de notre capacité de mobilisation citoyenne, si importante à l'ère des médias sociaux. Nous l'avons vu lors de la campagne électorale et aussi de la campagne *J'affiche ma diversité francophone*, les citoyens et les citoyennes sont plus que prêts à s'engager lorsque leurs intérêts sont en jeu.

Cette force de mobilisation de notre réseau et des citoyens et des citoyennes, sur laquelle nous avons mis tant d'efforts en 2015-2016, nous positionne très bien pour être bien là et bien présents alors que débute l'année du 150^e anniversaire de la Confédération. Donnons le ton; nous en avons la capacité.


Suzanne Bossé

L'immigration francophone en cinq grands moments



10^e Journée de réflexion sur l'immigration francophone : tracer le portrait de la prochaine décennie

Le 2 mars 2016, plus de 125 chercheurs, intervenants communautaires et représentants gouvernementaux étaient à Toronto pour la dixième édition de la Journée de réflexion sur l'immigration francophone. Coordonné par la FCFA, l'événement était l'occasion de dresser le bilan des avancées de la dernière décennie, et d'envisager les priorités des dix prochaines années.

La Journée a aussi donné lieu à un premier contact avec le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, l'honorable John McCallum. S'adressant aux participants, le ministre a dit avoir entendu clairement que l'immigration francophone n'est pas qu'une simple question de prestation de services, mais aussi de renforcement des communautés francophones.

La FCFA obtient le rétablissement de l'Avantage significatif francophone (ASF)

En mars 2016, le gouvernement du Canada a annoncé la création du volet Mobilité francophone, dont l'entrée en vigueur était prévue le 1^{er} juin. Ce nouveau volet, qui vise à inciter les employeurs à recruter des travailleurs qualifiés francophones qui s'établiront dans les collectivités à l'extérieur du Québec, équivaut à un rétablissement du programme Avantage significatif francophone (ASF), aboli à l'automne 2014.

Au lendemain de l'élimination de l'ASF, la FCFA avait déposé une plainte auprès du commissaire aux langues officielles, puis intenté un recours judiciaire en Cour fédérale.

Nouvelle gouvernance communautaire pour l'immigration francophone

En février 2016, le Conseil d'administration de la FCFA a adopté un nouveau cadre de collaboration et de communication en immigration francophone. Fruit d'un an de réflexion et de consultation, ce cadre définit les responsabilités de divers intervenants communautaires – incluant les organismes membres de la Fédération, les 13 Réseaux en immigration francophone (RIF) à la grandeur du pays et la Table nationale de concertation communautaire en immigration francophone – en matière de planification, de représentation, de coordination, de partage d'information et de mesure des progrès.

Appel de propositions pour les services d'établissement

Déterminée à assurer que les communautés participent à cet appel de propositions dans le cadre duquel le gouvernement du Canada attribuerait 600 M \$ pour des services d'établissement, la FCFA a coordonné à l'été 2015 des rencontres de concertation avec des organismes membres du Forum des leaders, notamment ceux travaillant en santé, en éducation postsecondaire, en développement économique et auprès des femmes. Elle a également appuyé les coordonnateurs des RIF dans la préparation de leurs demandes d'appui financier, et a déposé elle-même une proposition au ministère.

La francophonie dit elle aussi #BienvenueAuxRéfugiés

Comme l'ensemble de la société canadienne, nos communautés ont exprimé un bel élan de solidarité à l'égard des réfugiés syriens. Après consultation avec les RIF, la FCFA a, dans diverses rencontres, plaidé auprès du gouvernement pour un renforcement des capacités des communautés en matière d'accueil et de services de rétablissement pour les réfugiés.

Semaine nationale de l'immigration francophone 2015

J'affiche ma **diversité francophone**

Pour la 3^e Semaine nationale de l'immigration francophone, en novembre 2015, la FCFA a lancé une vaste campagne sur les médias sociaux intitulée *J'affiche ma diversité francophone*. Le succès de la campagne a dépassé les attentes : au-delà du réseau associatif, un grand nombre d'élèves et d'enseignants, de politiciens municipaux et provinciaux et d'individus de tous horizons ont publié des photos sur Twitter. Sur l'image à droite, on voit trois étudiantes de l'école secondaire catholique Marie-Rivier (Kingston, Ontario) qui participent à un « photobooth » dans le cadre de la campagne.

Durant la Semaine, le mot-clic #immfr a été utilisé plus de 1 000 fois. Le calendrier de la Semaine incluait un nombre record de 135 activités dans toutes les régions du pays.



Photo Érika Lamon, CECCE

Droits linguistiques

En faveur d'un programme indépendant du gouvernement

Dans la foulée de l'engagement du nouveau gouvernement à rétablir le Programme de contestation judiciaire (PCJ), la FCFA a créé un comité externe chargé de repenser la question de l'appui à la défense des droits linguistiques en fonction des besoins actuels des francophones. Considérant que le PCJ a été aboli et rétabli à deux reprises, la priorité de ce comité, appuyé par l'ancien juge Michel Bastarache, était d'assurer la pérennité du programme.

Adoptées par le Conseil d'administration en février 2016, les recommandations du comité sont devenues la position officielle de la FCFA. Devant le comité permanent de la Justice, deux mois plus tard, la Fédération s'est prononcée nettement pour un programme portant uniquement sur les droits linguistiques, géré indépendamment par une fondation.

Cour suprême du Canada

En octobre, la Cour a refusé d'entendre une cause sur les droits scolaires aux Territoires du Nord-Ouest. Pour la FCFA, ce refus laissait au gouvernement territorial le champ libre en termes de décisions arbitraires en matière d'accès à l'école de langue française.

Dans sa décision sur la cause Caron, la Cour a rejeté l'argument voulant que l'Alberta ait l'obligation constitutionnelle de publier ses lois dans les deux langues officielles. Exprimant sa déception au nom des francophones du pays, la FCFA a remercié les communautés franco-albertaine et fransaskoise pour leur persévérance dans cette cause.

Elle a également signalé que ce jugement n'empêchait pas les gouvernements provinciaux et territoriaux de prendre des mesures positives concernant le bilinguisme législatif, étant donné notamment la croissance de la population francophone dans l'Ouest.

Commissariat aux langues officielles

La FCFA a déposé une plainte dans le dossier des placements publicitaires du gouvernement fédéral dans les médias communautaires francophones, ainsi que trois plaintes concernant les communications bilingues de certaines institutions fédérales.

Relations gouvernementales

Objectif : **action rapide** et **présence continue**

Déjà très active à cet égard dans la période pré-électorale, la FCFA a augmenté à l'automne et à l'hiver la cadence de ses interventions auprès des parlementaires et des institutions fédérales. La Fédération a effectué un véritable marathon de rencontres et de comparutions devant des comités, maintenant une présence continue face à un nouveau gouvernement déterminé à agir de façon décisive. Les points saillants :

Hiver 2016 : six comparutions à des comités parlementaires en deux mois

- Comité permanent des finances : présentation des priorités des communautés pour le budget fédéral
- Comités permanents des langues officielles (Communes et Sénat) : Tour d'horizon des enjeux des communautés
- Comité permanent du Patrimoine canadien : comparution conjointe avec l'Association de la presse francophone et l'Alliance des radios communautaires du Canada pour réclamer des mesures d'appui aux médias communautaires francophones
- Comité permanent de la Justice : présentation de la position de la FCFA sur l'avenir du Programme de contestation judiciaire
- Comité permanent des langues officielles des Communes : présentation sur l'érosion des capacités de l'appareil fédéral en matière de communications dans les deux langues officielles

Des liens et contacts avec 21 institutions fédérales, dont :

- **Secrétariat du Conseil du Trésor** : interventions pour faire valoir l'importance d'ajouter des références aux obligations de la partie VII de la *Loi sur les langues officielles* lors du renouvellement de la Politique sur l'évaluation et de la Politique sur les communications du gouvernement du Canada.
- **Patrimoine canadien** : discussions sur le rôle du ministère en ce qui a trait aux obligations de consultation des institutions fédérales tel que prévu à la partie VII de la *Loi sur les langues officielles*; discussions sur le processus d'évaluation de la *Feuille de route pour les langues officielles 2013-2018* et sur le processus de consultation en vue du prochain plan d'action sur les langues officielles.
- **Emploi et Développement social Canada** : démarches pour le déblocage des fonds de l'Initiative de partenariat social, prévue dans la *Feuille de route*; demande d'appui à une étude de faisabilité par rapport à la finance sociale dans le contexte des communautés francophones en situation minoritaire.
- **Postes Canada** : appui à sa démarche de consultation auprès de nos communautés quant aux résultats de l'application du Règlement sur les langues officielles suite au recensement de 2011.
- **Élections Canada** : Appui au recrutement d'employés bilingues pour les bureaux de scrutin lors des élections fédérales.
- **Défense nationale** : Présentation aux équipes responsables de la mise en œuvre de la *Loi sur les langues officielles*; rencontre avec la personne responsable de développer une unité de formation obligatoire sur les langues officielles pour tout le personnel civil et militaire.

Se donner les moyens d'investir le numérique

Mélanie Joly @melaniejoly • 25 févr.

On célèbre @fcfacanada qui rassemble les communautés depuis 40 ans CC: @r_boissonnault @f_choquette @sylvianeL #frcan



En février 2016, lors d'une réception organisée au Parlement par les députés Randy Boissonnault et François Choquette, la ministre du Patrimoine canadien, l'honorable Mélanie Joly, a mis la FCFA et ses membres au défi de participer aux consultations sur le numérique et d'alimenter le gouvernement sur leurs réalités à cet égard.

Devant le CRTC, en avril 2016, la FCFA s'est faite la championne des communautés francophones mal desservies en matière d'accès à Internet haute vitesse et a parlé de l'importance de la large bande pour l'initiation à la citoyenneté numérique dans les écoles de langue française, le téléchargement de contenus culturels en français et la formation à distance offerte par les institutions postsecondaires.

Dans ses nombreuses interventions au cours de l'année en appui aux médias communautaires francophones et à Radio-Canada, la FCFA a fait valoir que dans un univers multiplateformes, c'est dans la capacité de produire et diffuser des contenus et de raconter nos communautés au quotidien qu'il faut investir.

La FCFA signe une nouvelle entente de coopération avec le Québec

Les célébrations du 40^e anniversaire de la FCFA, en novembre 2015, ont été marquées par la signature d'une nouvelle entente de coopération entre le Québec et la Fédération. Sur la photo, on reconnaît la présidente de la FCFA, Sylviane Lanthier, et ministre québécois responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Francophonie canadienne, Jean-Marc Fournier. Les deux partenaires ont convenu de tenir à tous les deux ans des rencontres de concertation avec tous les membres du Forum des leaders. Cette entente assortie d'un plan d'action sur cinq ans prévoit notamment une collaboration Québec-FCFA sur des projets dans le cadre du 150^e anniversaire de la Confédération.

La FCFA a également siégé au comité consultatif pour le rendez-vous de fondation du Réseau des villes francophones et francophiles d'Amérique, initié par le Centre de la francophonie des Amériques.

Enfin, la Fédération a maintenu des liens de collaboration étroits avec la société civile québécoise. À cet égard, l'été 2015 a vu le lancement d'un rapport sur la migration des jeunes francophones, commandé conjointement par la FCFA et l'organisme Place aux jeunes en région (PAJR) du Québec.



Élections fédérales 2015 une importante mobilisation citoyenne, du changement pour les communautés

« Les Canadiens et les Canadiennes ont voté pour du changement. Quant à nous, l'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement signale une approche renouvelée en matière d'appui à la francophonie et aux langues officielles ». C'est ce qu'a déclaré la présidente de la FCFA au lendemain de l'élection du gouvernement de Justin Trudeau.

Cette déclaration arrivait au terme d'une campagne où la Fédération avait mis, avec succès, l'accent sur l'engagement citoyen. Pour la Fédération, la campagne électorale fédérale a débuté dès janvier 2015; elle a consacré l'hiver et le printemps à rencontrer des parlementaires de tous les partis afin de leur faire connaître les priorités et les attentes des communautés. En juin, elle organisait un panel sur la dualité linguistique et la *Loi sur les langues officielles*, auquel participaient les députés Stéphane Dion (Parti libéral), Bernard Trottier (Parti conservateur) et Yvon Godin (Nouveau Parti démocratique).

Hautement visible dès le lancement formel de la campagne, la FCFA a saisi toutes les occasions d'informer les citoyens et les citoyennes francophones. En plus de suivre et de commenter sur les médias sociaux tous les débats des chefs et plusieurs débats des candidats dans des circonscriptions francophones, elle a lancé un micro-site visant à informer les électeurs et électrices sur les enjeux de la francophonie et sur les positions et engagements des partis.

Enfin, la FCFA a disséminé largement des infographies décrivant les priorités des communautés pour le prochain gouvernement : une reconnaissance des réalités et besoins distincts des communautés francophones en situation minoritaire, un appui aux activités et services par et pour les francophones, ainsi que le plein respect de la *Loi sur les langues officielles*.

La réussite de la campagne de mobilisation citoyenne de la FCFA a été illustrée par la montée du mot-clic #nouscomptons. Utilisé par des centaines de francophones pour dénoncer le fait qu'on n'ait pas parlé d'eux aux débats des chefs en français, le mot-clic est devenu, dans les dernières semaines de la campagne, le symbole d'une francophonie déterminée à être entendue sur la place publique.

66 150 

Portée organique totale des publications
de la FCFA sur Facebook durant
la campagne électorale

5 935 

Visites sur le site de la FCFA et le micro-site
élections de la mi-septembre
à la mi-octobre 2015

3 600 #

Nombre approximatif d'utilisations du mot-clic
#nouscomptons dans les deux semaines
où les débats des chefs à RDI
et TVA ont eu lieu

93 

Entrevues de la FCFA dans les médias
pendant la campagne électorale



Engagée envers son réseau et ses partenaires

Chef de file du réseau de concertation des communautés francophones et acadiennes, la FCFA assume la coordination du Forum des leaders, un regroupement de 42 organismes engagés à la réalisation du Plan stratégique communautaire issu du *Sommet des communautés francophones et acadiennes* (2007). Au cours de l'année 2015-2016, la FCFA a travaillé avec le Comité des suivis du Forum à dresser le bilan du Plan, qui vient à échéance l'an prochain. Les membres du Forum ont d'ailleurs consacré deux rencontres, en novembre et en février, à définir les bases de l'après-2017, tant au niveau des modes de collaboration que d'un prochain plan de développement global pour les communautés.

Toujours soucieuse d'innover en matière d'appui à ses organismes membres, la FCFA a accompagné l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC), la Commission

nationale des parents francophones (CNPf), la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada (FAAFC) et la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) pour mener à bien leur projet commun d'assumer la gestion d'une enveloppe de 3,4M \$ sous l'Initiative de partenariat social. Ce projet a abouti en avril 2016.

La FCFA a également consacré ses énergies à outiller son réseau, entre autres, dans le cadre de la campagne électorale fédérale et à l'approche du recensement de 2016. Elle a aussi favorisé la concertation sur des questions comme la place de la francophonie dans les célébrations du 150^e anniversaire de la Confédération, un enjeu qui continuera à mobiliser les efforts de la Fédération et du réseau au cours de la prochaine année.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada

BUREAU D'OTTAWA
450, rue Rideau, bureau 300
Ottawa (Ontario) K1N 5Z4
Tél. : (613) 241-7600
info@fcfa.ca

BUREAU DE QUÉBEC
43, rue de Buade, bureau 400
Québec (Québec) G1R 4A2
Tél. : (418) 692-5752
fcfaquebec@videotron.ca

 @fcfacanada
@fcfaimmigration

 www.facebook.com/fcfacanada
www.facebook.com/immfrancophone

www.fcfa.ca



Patrimoine
canadien Canadian
Heritage

Canada

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier du Patrimoine canadien.

ISBN : 978-2-922742-46-6